Les enseignant.e.s en lutte contre la loi Blanquer se sont dotés d'un outil de coordination nationale : le site internet www.bloquonsblanquer.fr. Elles et ils lancent un appel à tous les citoyen·ne·s concerné.e.s par la question de l'école publique à les soutenir médiatiquement et financièrement (via leurs caisses de grève). Voir le texte de cet appel sur Mediapart

Nous avons lu l'appel "Nous ne sommes pas dupes" des 1400 artistes déclarant soutenir la cause des gilets jaunes.

Nous avons lu la tribune de Joël Pommerat disant :

"Je pense que l'école est le lieu propice pour une rencontre [entre l'art et les jeunes] et même qu'il s'agit de sa mission. A titre personnel, j'ai pu constater les bénéfices extrêmement concrets de ces enseignements artistiques tels qu'ils ont été pensés et mis en place il y a environ trente ans. Bien sûr, on pourrait faire encore mieux, mais ce qui m'inquiète aujourd'hui c'est le risque qu'on fasse moins bien." (Joël Pommerat, Tribune "Monsieur Blanquer, votre réforme du lycée va dégrader la qualité des enseignements artistiques", Le Monde, 11 mai 2019)

A tout.e.s ceux et celles qui ne sont pas dupes et qui soutiennent les gilets jaunes dans leur lutte pour "une démocratie plus directe", en lien avec l'état d'urgence écologique :

Nous, personnels de l'éducation engagé.e.s dans la lutte pour la survie de l'école de la République, nous disons qu'il y a urgence à s'opposer à des projets et des lois qui, de Parcoursup' à la confiance obligatoire dès trois ans, en passant par la fin du bac et la destruction du lycée professionnel, sont en train de donner forme à une école de l'obéissance.

Mise en concurrence des élèves, des profs et des établissements entre eux, fin de la liberté pédagogique, suppression de rien moins que la liberté de choisir sa formation et son avenir (!), limitation des instances démocratiques permettant de donner son avis de prof ou de parent sur l'école… La liste est longue et non exhaustive, des articles qui, cachés derrière des mesures techniques, un jargon juridique et une communication lénifiante, visent à former des citoyen.ne.s aux ordres.

Le gouvernement est dans une logique de mensonge quand il prétend "moderniser" l'école. En réalité, il prépare un projet de loi dont les effets prévisibles sont l'instauration d'une école à deux vitesses, la marchandisation de l'éducation nationale et la fin de l'école conçue comme le lieu de la pensée critique et de l'émancipation des enfants, nos futur.e.s citoyen.ne.s.

« (…) Par leur engagement et leur exemplarité, les personnels de la communauté éducative contribuent à l'établissement du lien de confiance qui doit unir les élèves et leur famille au service public de l'éducation. Ce lien implique également le respect mutuel entre les membres de la communauté éducative, notamment le respect des élèves et de leur famille à l'égard de l'institution scolaire et de l'ensemble de ses personnels. »

L'article 1 de cette loi prévoit d'imposer, dans un langage tout orwellien, une «école de la confiance» dans laquelle les parents pourront dénoncer les enseignant.e.s et les enseignant.e.s pourront dénoncer les parents. Cet article vise à faire taire toute forme de contestation. Il n'est même pas encore adopté que partout en France, des enseignant.e.s, des lycéen.ne.s et des étudiant.e.s sont réprimé.e.s avec une sévérité qui n'a d'autre logique que de faire définitivement baisser la tête à tous ceux et celles osant encore lever les yeux et rêver d'une société vraiment juste et émancipée.

Partout en France, depuis deux ans, des profs, des parents et des jeunes se lèvent pour dire non à cette ignominie. Notre voix est étouffée, nos jeunes mis à genoux. Nous résistons. Pour combien de

temps ?

Face à cette logique, les voeux pieux ne suffisent plus.

La guerre est déclarée à tous les cancres de Prévert et autres Tistou les pouces verts. Pour les défendre, il nous faut une stratégie – nous l'avons. Il lui faut des moyens – nous avons besoin d'aide.

Si pour chaque école parisienne, deux citoyen.ne.s donnaient 10 euros, tou.te.s les profs en grève à Paris pourraient tenir cinq jours, précisément le temps d'organiser une semaine sans école dans la capitale.

Si c'est pour chaque classe qu'un.e citoyen.ne nous soutenait, c'est toute l'Ile de France qui peut tenir.

On vous laisse imaginer si notre appel est entendu dans dans toute la France…

Artistes, intellectuel.le.s, journalistes : aidez-nous à mettre des mots et des images sur ce qui est en train de se passer, utilisez notre site internet, contactez-nous pour organiser des spectacles et des ventes aux enchères au profit de nos caisses de grève, diffusez cet appel.

Et si vous avez les moyens, donnez :

https://bloquonsblanquer.fr/caissesdegreve/

Qui ne connaît pas un enfant, de la maternelle à l'université ? Nous sommes tout.e.s concerné.e.s par ces réformes iniques, car l'école de l'esprit critique et créatif est le dernier rempart de notre démocratie, le terrain fertile qui nous a rendu capables aujourd'hui de nous lever et de dire "non".

Notre lutte gênera. Répression, désinformation outrancière : tout est et sera documenté sur le site www.bloquonsblanquer.fr – son formulaire de contact attend vos messages ; ses caisses de grève vos soutiens.

Pour l'avenir de nos enfants, c'est maintenant ou jamais !

L'Assemblée Générale 1er degré des profs en lutte Paris

Et pour ajouter votre signature à cet appel, c'est ici : [Signer l'appel des profs aux citoyen.ne.s encore debout ->https://framaforms.org/appel-des-profs-aux-citoyennes-encore-debout-1558306493]